

Santé Un Malien succède à Peter Piot comme directeur du Programme des Nations unies sur le VIH

Michel Sidibé, un Africain à la tête de l'Onusida

L'homme qui a pris la tête du Programme commun des Nations unies contre le VIH-sida (Onusida) le 1^{er} janvier n'arrive pas en terre inconnue. Michel Sidibé était depuis 2007 directeur exécutif adjoint dans l'organisme en charge de coordonner l'action des agences des Nations unies contre la pandémie. Ce Malien de 56 ans avait rejoint l'Onusida comme directeur du département du soutien aux pays et aux régions en 2001. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a donc choisi la continuité pour succéder à Peter Piot, directeur exécutif depuis la création de l'Onusida en 1995. Et pourtant : la désignation d'un Africain comporte une valeur symbolique.

« Bien sûr que ce choix n'est pas anecdotique quand 26 millions de personnes sont infectées par le VIH [virus de l'immunodéficience humaine] en Afrique et que plus de 4 millions d'entre elles auraient besoin de traitements et n'y ont pas accès, reconnaît Michel Sidibé. Il y a besoin d'une vision continentale pour l'Afrique et de mobiliser les leaders politiques africains autour de programmes plus intégrés. » L'accélération de l'accès aux soins, à l'information et à la prévention constitue une question centrale et « un Africain doit porter cela ».

Si sa silhouette élégante, son sourire charmeur et ses manières chaleureuses lui permettent d'évoluer avec aisance dans les institutions onusiennes depuis son entrée au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en 1987, Michel Sidibé n'oublie pas qu'il a été « un enfant de l'école populaire de Bamako, qui s'est construit autour de valeurs comme le respect des autres, l'amour d'autrui et l'amélioration des conditions de vie ». Fils de parents qui travaillaient tous deux et disposaient d'un niveau de vie correct, il enlevait ses chaussures avant d'arriver à l'école « car aucun des autres enfants n'en avait ».

De son enfance, Michel Sidibé garde en mémoire un épisode qui fonde son rejet de la discrimination. Agé de 11 ou 12 ans, il croisait tous les jours en rentrant de l'école un homme, Makan « le fou ». « Les enfants lui jetaient des pierres et je ne comprenais pas pourquoi. J'allais m'asseoir auprès de lui, parce qu'alors mes camarades le laissaient tranquille », raconte-t-il



Le ruban rouge, symbole international de la lutte contre le sida, dans les rues de Maputo au Mozambique. BENJAMIN BECHET/PICTURE TANK

de sa voix haut perchée. Un jour, ne voyant pas Makan, l'enfant apprend qu'il a été hospitalisé « là où on traite les fous », à l'hôpital du Point G. Il lui apporte à manger et le trouve enchaîné. Makan trouve la force de lui sourire.

Deuxième époque charnière, ses études en France, à Clermont-Ferrand : licence d'économie, maîtrise de gestion hospitalière, DEA d'économie internationale du développement et de géographie en aménagement du territoire. Président de l'Association des étudiants maliens, il est au cœur des grands débats des années 1970 sur la justice sociale. A lors qu'il postule pour devenir chef de mission de Terre des hommes, il se retrouve face à son ancien professeur, Francis Vite, devenu secrétaire général de l'association. Ce poste marque

son retour en 1982 au Mali. Dans le nord du pays, dans la région de Tombouctou, il se bat pour développer une stratégie de santé adaptée aux populations nomades touareg, avec la mise en place d'écoles mobiles et de soins de santé primaires.

Franc-parler

Repéré par l'ex-directeur de l'Unicef, il ouvre pour l'organisation onusienne un bureau au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), dans la région du Kasai. Après un passage par New York comme responsable des programmes dans les pays francophones, Michel Sidibé retourne pour l'Unicef en Afrique, au Swaziland en 1994 puis au Burundi. A l'été 1996, à la suite d'affrontements entre Hutu et Tutsi, les voisins du Burundi placent ce

pays sous embargo. Rompant avec la réserve diplomatique, M. Sidibé plaide, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, pour « les centaines de milliers d'enfants burundais, déjà confrontés aux conséquences des massacres larvés qui se déroulent depuis des mois dans le pays et dont la vie est, aujourd'hui, directement menacée par l'arrêt imminent de l'assistance humanitaire ». Un franc-parler peu apprécié à New York.

Pendant ces années, il découvre sur le terrain la réalité du sida. « J'ai compris que l'épidémie était là pour longtemps et qu'on aurait du mal à la contrôler sans modifier les conditions économiques, sociales et culturelles, la place faite aux femmes. » Sa rencontre avec Peter Piot sera déterminante pour rejoindre l'Onusida. « Un jour, j'ai raconté à Peter ce que l'on apprend aux enfants peuls

L'ONUSIDA

Organisation : le Programme commun des Nations unies contre le sida (Onusida) a été créé en 1995. Il regroupe dix agences « coparrainantes » et est présent dans plus de 85 pays.

L'Onusida est géré par un Conseil de coordination du Programme où sont représentés les gouvernements de 22 pays de toutes les régions géographiques, six coparrainants et cinq organisations non gouvernementales (ONG), notamment des associations de personnes vivant avec le VIH.

Effectifs : environ 800 personnes, dont près des deux tiers sur le terrain.

Budget : 469 millions de dollars pour 2008 et 2009. L'Onusida n'est pas chargé du financement des programmes, tâche qui incombe au Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

CHIFFRES

Le virus du sida dans le monde :

Séropositifs : ils sont 33 millions dont la moitié de femmes. Deux tiers vivent en Afrique subsaharienne.

Nouvelles infections : 2,7 millions de personnes ont été atteintes en 2007.

Décès : 2 millions de décès ont eu lieu en 2007, dont 72 % en Afrique subsaharienne.

à propos du caméléon, se souvient Michel Sidibé. Il ne tourne jamais la tête à gauche ou à droite : cela signifie qu'il faut avoir un objectif. Ses yeux peuvent tourner indépendamment l'un de l'autre : cela implique de savoir évaluer l'environnement. Une seconde avant de prendre sa proie, le caméléon est encore immobile : autrement dit, le self-control est crucial. Lorsqu'il arrive quelque part, il change de couleur, l'adaptabilité et la gestion de la diversité sont essentielles pour réussir. »

Succéder à Peter Piot n'est pas chose facile, tant le médecin belge a imprimé sa marque. Michel Sidibé compte bien faire preuve des qualités du caméléon pour « donner une voix aux sans-voix, renforcer une alliance globale et utiliser encore plus efficacement des ressources mobilisées contre le sida ». ■

PAUL BENKIMOUN

ÉNERGIE UN APPEL D'OFFRES DU MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE

La France veut développer les centrales à biomasse

LE MINISTRE de l'énergie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, Jean-Louis Borloo, a lancé, mercredi 7 janvier, un appel d'offres pour la construction de centrales électriques alimentées à partir de biomasse. Sont concernés les établissements industriels et agricoles, mais aussi, pour la production de chaleur par cogénération, les collectivités locales. Les projets retenus « pourront bénéficier d'un tarif préférentiel d'achat d'électricité ». L'objectif est de mettre en service, d'ici à 2012, de nouvelles installations d'une puissance cumulée de 250 mégawatts (MW).

Cette initiative répond d'abord à une préoccupation énergétique. La France prévoit de porter à « au moins 20 % » la part des filières renouvelables dans sa consommation d'énergie, à l'horizon 2020, soit un doublement par rapport à 2005. Une ambition qui est aussi celle de l'Union européenne. La biomasse doit contribuer pour un tiers à cette augmentation. Mais le ministre se soucie aussi d'aménagement du territoire. L'appel d'offres précise que la majeure partie de la puissance installée (150 MW) le sera dans « des zones géographiques considérées comme prioritaires ». C'est le cas du nord-

est de la France (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne, Nord - Pas-de-Calais, Picardie, Seine-et-Marne) qui est aussi « particulièrement concerné par les restructurations de la défense ». Le ministère entend aussi privilégier les installations dans les zones de montagne (Massif central, Vosges, Alpes, Pyrénées) et celui de la Bretagne, « compte tenu des difficultés d'approvisionnement électrique et de l'intérêt de valoriser certaines substances, comme les algues vertes ou les effluents d'élevage ».

Un précédent appel d'offres pour des centrales électriques à biomasse avait été lancé voilà deux ans. En juin 2008, M. Borloo

1 % de la production électrique mondiale

La biomasse ne représentait, en 2005, que 1 % environ de la production d'électricité mondiale, très loin derrière les centrales à fuel, charbon ou gaz (66,7 %) et les réacteurs nucléaires (15,2 %). Elle constituait, en revanche, la deuxième source d'énergie renouvelable (5,6 %), après l'hydraulique (89,5 %) mais devant l'éolien (3 %), la géothermie (1,7 %) et le solaire (0,1 %). Sa part progresse régulièrement depuis dix ans. Par définition, cette filière est sur-

a sélectionné 22 des 56 dossiers présentés, pour une puissance totale de 300 MW. Ces installations, réparties entre onze régions (4 en Champagne-Ardenne, 3 en Aquitaine et en Franche-Comté, 2 en Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, 1 en Bourgogne, Haute-Normandie, Lorraine et Picardie), doivent entrer en activité d'ici fin 2009.

Matières organiques

Quelques dizaines de centrales à biomasse existent déjà sur le territoire français, pour une puissance totale de 400 MW. Une fois réalisée la nouvelle tranche, le parc

représentera donc une puissance de 950 MW, l'équivalent d'une centrale nucléaire classique. Les centrales à biomasse utilisent les matières organiques végétales ou animales (bois, plantes, paille, déchets de l'élevage, ordures ménagères...) pour produire de l'électricité. Le procédé le plus répandu consiste à brûler ces matières pour chauffer l'eau d'une chaudière et générer ainsi de la vapeur d'eau entraînant une turbine et un alternateur. Une autre méthode, employée surtout pour les déchets ménagers, le fumier et les boues de station d'épuration, transforme ces résidus, par fermentation, en biogaz ensuite brûlé dans une centrale. La plupart des installations sont implantées sur des sites où la ressource est immédiatement disponible : papeteries, scieries, distilleries, laiteries... A 70 %, l'électricité issue de la biomasse est aujourd'hui produite par combustion de bois. Si les ressources naturelles sont donc très abondantes, le développement de cette filière nécessite de prendre en compte l'équilibre de l'exploitation forestière et, à l'échelle de la planète, le problème de la déforestation. ■

PIERRE LE HIR

URBANISME 124 CHANTIERS ARRÊTÉS DANS LE MONDE

La construction de gratte-ciel victime de la crise financière

LADÉROUTE financière mondiale ne suffira sans doute pas à enrayer l'urbanisation de la planète, mais elle écorne ses symboles triomphants, les gratte-ciel. Difficulté à obtenir des crédits, faillite des entreprises, défection des locataires pressentis : pas moins de 124 gratte-ciel en cours de construction (sur un total de 1 431) sont arrêtés en plein chantier, selon la société allemande Emporis, spécialisée dans l'information sur les immeubles de grande hauteur.

Emporis dénombre 21 projets arrêtés sur 203 en cours aux États-Unis, 84 tours stoppées sur 840 en construction en Asie, 4 sur 36 en Australie. L'Europe est moins affectée (7 interruptions sur 119 chantiers, dont 5 dans les anciennes Républiques soviétiques), tout comme l'Amérique latine (2 sur 77). « Les voisins des États-Unis, le Mexique, le Canada et l'Amérique centrale, ont été les moins touchés jusqu'ici, avec seulement 6 projets sur 153 arrêtés », souligne Emporis.

« Ces statistiques sont à prendre avec précaution, prévient Daniel Kieckhefer, analyste chez Emporis. Il est parfois difficile de déterminer si un chantier est arrêté pour des raisons financières ou pour des causes techniques. »

Certaines de ces interruptions ont fait parler d'elles en raison de la renommée des architectes et de la prétention de ces édifices à établir de nouveaux records. La future plus haute tour d'Amérique (610 mètres), le Chicago Spire tourbillonnant dessiné par l'Espagnol Santiago Calatrava, dont le chan-

tier a commencé en 2007, s'est arrêtée au niveau des fondations. A Moscou, la Tour de Russie, appelée à devenir la plus haute d'Europe (612 mètres) et conçue par le Britannique Norman Foster, a été stoppée en novembre 2008 après un an de chantier, laissant un trou gigantesque au cœur de la ville.

Même s'il y a souvent un monde entre les gratte-ciel annoncés et ceux effectivement construits, tant ces géants urbains servent d'abord à attirer l'attention sur leurs architectes et leurs promoteurs, les ravages de la crise sont tout aussi sensibles sur les projets pour lesquels aucun coup de pelle n'a encore été donné.

Les nombreuses tours aux formes spectaculaires et aux surnoms imaginés qui promettaient de bouleverser le ciel de Londres pour les Jeux olympiques de 2012, dans la lignée du « Cornichon » bâti par Norman Foster en 2004, sont dans l'incertitude. Le démarrage du chantier de la « Râpe à fromage », un projet de 220 mètres dessiné par Richard Rogers, est conditionné à la recherche d'un locataire depuis que la banque JP Morgan s'est désistée. Même chose pour les 160 mètres du « Talkie Walkie », pourtant raboté par son architecte, Rafael Vinoly.

De l'autre côté de la Tamise, le « Tesson de verre », une flèche effilée de 310 mètres lancée dans la course au record d'Europe sous le crayon de Renzo Piano, devrait finalement pouvoir sortir de terre à partir de ce mois de janvier, grâce au prêt accordé en extremis par un fonds du Qatar. ■

GRÉGOIRE ALLIX

IMMIGRATION

Echec des négociations entre la France et le Mali

BAMAKO. Le Mali ne signera pas l'accord sur les migrations que souhaite la France pour faciliter les reconduites à la frontière de sans-papiers maliens, en échange de l'attribution d'un quota de régularisations et d'entrées. La prési-

dence malienne qualifiait ce quota, vendredi 9 janvier, fixé à 1 500 par an, de « ridicule ». Un responsable du ministère français de l'immigration avait commencé, jeudi, à Bamako, des discussions qui ont échoué. Brice Hortefeux souhaitait parvenir à un accord avant son départ annoncé du ministère de l'immigration.

CLIMAT

Le PDG d'ExxonMobil favorable à une taxe-carbone

Le pétrolier ExxonMobil est favorable à une taxe-carbone pour contrer les émissions de gaz à effet de serre, selon son PDG Rex Tillerson. « En tant qu'homme d'affaires, il est difficile de plaider pour une nouvelle taxe », a-t-il

déclaré dans un discours prononcé en décembre 2008. Mais un système de marché d'émissions « introduit inévitablement du coût et de la complexité qui en réduisent l'efficacité », alors qu'une taxe-carbone « peut être mise en œuvre plus facilement » et serait « le moyen le plus efficace de refléter le coût du carbone ». — (Bloomberg.)